



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

téléphone

Question écrite n° 59089

## Texte de la question

Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont \* souhaite attirer l'attention de M. le ministre délégué à la santé sur les risques sanitaires liés à l'utilisation des téléphones mobiles. Alors que 30 millions de nos concitoyens sont désormais des utilisateurs réguliers de téléphones mobiles, il ressort des expertises scientifiques qu'il n'est pas possible d'affirmer aujourd'hui qu'ils représentent des menaces pour la santé. Néanmoins, et en vertu du principe de précaution, cette hypothèse ne peut être totalement exclue. Dans ce cadre, il a paru nécessaire aux pouvoirs publics de prendre des mesures destinées à réduire au plus bas niveau possible l'exposition moyenne du public aux radiofréquences. C'est ainsi que le code de la consommation prévoit que les pouvoirs publics peuvent, par décret du Conseil d'Etat, pour des produits pouvant représenter un risque pour la santé, fixer les conditions de fabrication et de commercialisation et déterminer un certain nombre d'obligations relatives à l'information des consommateurs. Il doit par ailleurs définir les procédures de contrôle de ces dispositions réglementaires, ainsi que les personnes habilitées à les mener. Aussi l'interroge-t-elle sur le contenu ainsi que sur la date de publication de ce décret attendu qui vise à la limitation de l'exposition du public aux champs électromagnétiques.

## Texte de la réponse

Avec environ 34 millions d'utilisateurs en France et 30 000 stations-relais implantées sur le territoire national, l'usage du téléphone mobile s'est généralisé en quelques années. Ce mouvement devrait se poursuivre notamment avec l'utilisation de la norme UMTS. A la demande des autorités sanitaires, un groupe d'experts en santé publique, sous la présidence du docteur Zmirou, a réalisé une synthèse sur l'état des connaissances, accompagnée de recommandations. Ce rapport, rendu public en février 2001, a guidé l'élaboration du programme d'action des pouvoirs publics. Il préconise notamment l'édiction d'une réglementation imposant les valeurs limites d'exposition recommandées au niveau européen (recommandation du 12 juillet 1999). D'ores et déjà, par ordonnance du 25 juillet 2001, l'exigence de protection de la santé publique a été introduite en droit français pour l'exploitation des réseaux de télécommunications. Cette législation permet de limiter l'exposition du public aux radiofréquences par modification du cahier des charges des opérateurs de téléphonie mobile. Dans ce cadre, les ministères en charge de l'environnement, de la santé, des télécommunications, de l'urbanisme et de la construction ont publié au Journal officiel le 23 octobre 2001 une circulaire sur les stations-relais qui rappelle les recommandations européennes d'exposition et les modalités de contrôle mises en oeuvre par les organismes compétents (Agence nationale des fréquences, Autorité de régulation des télécommunications). Cette circulaire précise les règles techniques pour établir des périmètres de sécurité autour des différents types de stations-relais, sur la base d'une expertise confiée au centre scientifique et technique du bâtiment. Elle élargit la composition des structures de concertation instaurées auprès des préfets pour traiter les aspects environnementaux, afin de prendre en compte également les aspects sanitaires et d'associer des représentants d'associations intéressées. C'est dans ce cadre que pourra être étudiée la prise en compte de la proximité des écoles, crèches, hôpitaux... Par cette circulaire, le Gouvernement entend renforcer les modalités de concertation et de transparence sur l'implantation des émetteurs de téléphonie mobile par les opérateurs. Cette action sera

prochainement complétée par une réglementation couvrant l'ensemble des autres sources de radiofréquences et par un renforcement de l'information des consommateurs avec, notamment, l'affichage obligatoire pour les téléphones portables du débit d'absorption spécifique (DAS) des personnes exposées et des recommandations d'usage. C'est en effet l'occasion d'inciter les industriels à réduire les niveaux d'émission au plus bas possible et de rappeler des recommandations de bon sens à l'égard des consommateurs afin d'éviter des expositions superflues aux émissions radioélectriques.

## Données clés

**Auteur :** [Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont](#)

**Circonscription :** Haute-Vienne (3<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 59089

**Rubrique :** Télécommunications

**Ministère interrogé :** santé

**Ministère attributaire :** santé

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 19 mars 2001, page 1619

**Réponse publiée le :** 3 décembre 2001, page 6964